

SENATO DELLA REPUBBLICA

IX LEGISLATURA

(N. 1224)

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro delle Finanze

(VISENTINI)

col Ministro dei Trasporti

(SIGNORILE)

col Ministro del Commercio con l'Estero

(CAPRIA)

e col Ministro della Sanità

(DEGAN)

(V. Stampato Camera n. 2179)

approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 27 febbraio 1985

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 1° marzo 1985*

**Ratifica ed esecuzione della convenzione internazionale sul-
l'armonizzazione dei controlli delle merci alle frontiere, con
allegati, adottata a Ginevra il 21 ottobre 1982**

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione internazionale sull'armonizzazione dei controlli delle merci alle frontiere, con allegati, adottata a Ginevra il 21 ottobre 1982.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 17 della convenzione stessa.

ART. 3.

La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'HARMONISATION
DES CONTROLES DES MARCHANDISES AUX FRONTIERES

Préambule

LES PARTIES CONTRACTANTES,

DESIREUSES d'améliorer la circulation internationale des marchandises,

CONSIDERANT la nécessité de faciliter le passage des marchandises aux frontières,

CONSTATANT que des mesures de contrôle sont appliquées aux frontières par différents services de contrôle,

RECONNAISSANT que les conditions d'exercice de ces contrôles peuvent être largement harmonisées sans nuire à leur finalité, à leur bonne exécution et à leur efficacité,

CONVAINCUES que l'harmonisation des contrôles aux frontières constitue un des moyens importants d'atteindre ces objectifs,

SONT CONVENUES de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER - DISPOSITIONS GENERALES

Article premier - Définitions

Aux fins de la présente Convention, on entend :

- a) Par "douane", les services administratifs responsables de l'application de la législation douanière et de la perception des droits et taxes à l'importation et à l'exportation et qui sont également chargés de l'application d'autres lois et règlements relatifs, entre autres, à l'importation, au transit et à l'exportation de marchandises;
- b) Par "contrôle de la douane", l'ensemble des mesures prises en vue d'assurer l'observation des lois et règlements que la douane est chargée d'appliquer;
- c) Par "inspection médico-sanitaire", une inspection opérée pour la protection de la vie et de la santé des personnes, à l'exclusion de l'inspection vétérinaire;
- d) Par "inspection vétérinaire", l'inspection sanitaire opérée sur les animaux et les produits d'origine animale en vue de protéger la vie et la santé des personnes et des animaux, ainsi que celle opérée sur les objets ou marchandises pouvant servir de vecteurs de maladies des animaux;
- e) Par "inspection phytosanitaire", l'inspection destinée à empêcher la propagation et l'introduction au-delà des frontières nationales d'ennemis des végétaux et produits végétaux;

f) Par "contrôle de conformité aux normes techniques", le contrôle ayant pour but de vérifier que les marchandises satisfont aux normes internationales, ou nationales minimales prévues par la législation et la réglementation y afférentes;

g) Par "contrôle de la qualité", tout contrôle autre que ceux mentionnés ci-dessus visant à vérifier que les marchandises correspondent aux définitions minimales de qualité, internationales ou nationales, prévues par la législation et la réglementation y afférentes;

h) Par "service de contrôle", tout service chargé d'appliquer tout ou partie des contrôles ci-dessus définis ou tous autres contrôles normalement appliqués à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises.

Article 2 - Objectif

Afin de faciliter la circulation internationale des marchandises, la présente Convention vise à réduire les exigences d'accomplissement des formalités ainsi que le nombre et la durée des contrôles par, notamment, la coordination nationale et internationale des procédures de contrôle et de leurs modalités d'application.

Article 3 - Champ d'application

1. La présente Convention s'applique à tous les mouvements de marchandises importées, exportées ou en transit, qui traversent une ou plusieurs frontières maritimes, aériennes ou terrestres.

2. La présente Convention s'applique à tous les services de contrôle des Parties contractantes.

CHAPITRE II - HARMONISATION DES PROCEDURES

Article 4 - Coordination des contrôles

Les Parties contractantes s'engagent dans la mesure du possible à organiser de façon harmonisée l'intervention des services douaniers et des autres services de contrôle.

Article 5 - Moyens des services

Pour assurer le bon fonctionnement des services de contrôle, les Parties contractantes veilleront à ce que, dans la mesure du possible, et dans le cadre de la législation nationale, soient mis à leur disposition :

- a) Un personnel qualifié en nombre suffisant compte tenu des exigences du trafic;
- b) Des matériels et des installations appropriés au contrôle, compte tenu des modes de transport, des marchandises à contrôler et des exigences du trafic;
- c) Des instructions officielles destinées aux agents de ces services pour qu'ils agissent conformément aux accords et arrangements internationaux et aux dispositions nationales en vigueur.

Article 6 - Coopération internationale

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer entre elles et, en tant que de besoin, à rechercher la coopération des organismes internationaux compétents, pour atteindre les buts fixés par la présente Convention et en outre à rechercher, le cas échéant, la conclusion de nouveaux accords ou arrangements multilatéraux ou bilatéraux.

Article 7 - Coopération entre pays voisins

Dans le cas de franchissement d'une frontière commune, les Parties contractantes intéressées prendront, chaque fois que cela est possible, les mesures appropriées pour faciliter le passage des marchandises et, notamment :

a) Elles s'efforceront d'organiser le contrôle juxtaposé des marchandises et des documents, par la mise en place d'installations communes;

b) Elles s'efforceront d'assurer la correspondance :

- Des heures d'ouverture des postes frontières,

- Des services de contrôle qui y exercent leur activité,

- Des catégories de marchandises, des modes de transport et des régimes internationaux de transit douanier qui peuvent y être acceptés ou utilisés.

Article 8 - Echange d'informations

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement, sur demande, les informations nécessaires à l'application de la présente Convention conformément aux conditions énoncées dans les annexes.

Article 9 - Documents

1. Les Parties contractantes s'efforceront de promouvoir, entre elles et avec les organismes internationaux compétents, l'utilisation de documents alignés sur la formule cadre des Nations Unies.
2. Les Parties contractantes accepteront les documents établis par tous procédés techniques appropriés, pourvu que les réglementations officielles relatives à leur libellé, à leur authenticité et à leur certification aient été respectées et qu'ils soient lisibles et compréhensibles.
3. Les Parties contractantes veilleront à ce que les documents nécessaires soient établis et authentifiés en stricte conformité avec la législation y afférente.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS RELATIVES AU TRANSIT

Article 10 - Marchandises en transit

1. Les Parties contractantes accorderont dans la mesure du possible un traitement simple et rapide aux marchandises en transit, et en particulier à celles qui circulent sous le couvert d'un régime international de transit douanier, en se limitant dans leurs inspections aux cas dans lesquels les circonstances ou les risques réels les justifient. En outre, elles tiendront compte de la situation des pays sans littoral. Elles s'efforceront de prévoir une extension des heures de dédouanement et de la compétence des postes de douane existants, pour le dédouanement des marchandises qui circulent sous le couvert d'un régime international de transit douanier.
2. Elles s'efforceront de faciliter au maximum le transit des marchandises transportées dans des conteneurs ou autres unités de charge présentant une sécurité suffisante.

CHAPITRE IV - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11 - Ordre public

1. Aucune disposition de la présente Convention ne fait obstacle à l'application des interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, imposées pour des raisons d'ordre public, et notamment de sécurité publique, de moralité publique, de santé publique, ou de protection de l'environnement, du patrimoine culturel ou de la propriété industrielle, commerciale et intellectuelle.

2. Néanmoins, toutes les fois que ce sera possible et sans préjudice de l'efficacité des contrôles, les Parties contractantes s'efforceront d'appliquer aux contrôles liés à l'application des mesures mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus, les dispositions de la présente Convention, notamment celles qui font l'objet des articles 6 à 9.

Article 12 - Mesures d'urgence

1. Les mesures d'urgences que les Parties contractantes peuvent être amenées à prendre en raison de circonstances particulières doivent être proportionnées aux causes qui les motivent et être suspendues ou abrogées lorsque ces motifs disparaissent.

2. Chaque fois que cela sera possible sans nuire à l'efficacité des mesures, les Parties contractantes publieront les dispositions relatives à de telles mesures.

Article 13 - Annexes

1. Les annexes de la présente Convention font partie intégrante de ladite Convention.

2. De nouvelles annexes relatives à d'autres secteurs de contrôle peuvent être ajoutées à la présente Convention, conformément à la procédure énoncée aux articles 22 ou 24 ci-après.

Article 14 - Relations avec d'autres traités

Sans préjudice des dispositions de l'article 6, la présente Convention ne porte pas atteinte aux droits et aux obligations résultant de traités que les Parties contractantes à la présente Convention avaient conclus avant de devenir Parties contractantes à celle-ci.

Article 15

La présente Convention ne fait pas obstacle à l'application de facilités plus grandes que deux ou plusieurs Parties contractantes voudraient s'accorder entre elles, ni au droit pour les organisations d'intégration économique régionale visées à l'article 16 qui sont Parties contractantes d'appliquer leur propre législation aux contrôles exercés à leurs frontières intérieures, à condition de ne diminuer en aucun cas les facilités découlant de la présente Convention.

Article 16 - Signature, ratification, acceptation, approbation et adhésion

1. La présente Convention, déposée auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, est ouverte à la participation de tous les États et des organisations d'intégration économique régionale constituées par des États souverains et ayant compétence pour négocier, conclure et appliquer des accords internationaux dans les matières couvertes par la présente Convention.

2. Les organisations d'intégration économique régionale visées au paragraphe 1 pourront, pour les questions qui relèvent de leur compétence, exercer en leur nom propre les droits et s'acquitter des responsabilités que la présente Convention confère par ailleurs à leurs Etats membres qui sont Parties contractantes à la présente Convention. En pareil cas, les Etats membres de ces organisations ne seront pas habilités à exercer individuellement ces droits, y compris le droit de vote.

3. Les Etats et les organisations d'intégration économique régionale précitées peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention :

a) En déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation après l'avoir signée; ou

b) En déposant un instrument d'adhésion.

4. La présente Convention sera ouverte du *1^{er} avril 1983* jusqu'au *31 mars 1984* inclus, à l'Office des Nations Unies à Genève, à la signature de tous les Etats et des organisations d'intégration économique régionale visées au paragraphe 1.

5. A partir du *1^{er} avril 1983* elle sera aussi ouverte à leur adhésion.

6. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 17 - Entrée en vigueur

1. La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date à laquelle cinq Etats auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Après que cinq Etats auront déposé leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, la présente Convention entrera en vigueur, pour toutes les nouvelles Parties contractantes, trois mois après la date du dépôt de leur instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
3. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après l'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention.
4. Tout instrument de cette nature déposé après l'acceptation d'un amendement, conformément à la procédure de l'article 22, mais avant son entrée en vigueur, sera considéré comme s'appliquant au texte modifié de la présente Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'amendement.

Article 18 - Dénonciation

1. Toute Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
2. La dénonciation prendra effet six mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

Article 19 - Extinction

Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre des Etats qui sont Parties contractantes se trouve ramené à moins de cinq pendant une période quelconque de douze mois consécutifs, la présente Convention cessera de produire ses effets à partir de la fin de ladite période de douze mois.

Article 20 - Règlement des différends

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application de la présente Convention sera, autant que possible, réglé par voie de négociation entre les Parties en litige ou d'une autre manière.
2. Tout différend entre deux ou plusieurs Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention qui ne peut être réglé de la manière prévue au paragraphe 1 du présent article sera soumis, à la requête de l'une d'entre elles, à un tribunal arbitral composé de la façon suivante : chacune des parties au différend nommera un arbitre et ces arbitres désigneront un autre arbitre qui sera président. Si, trois mois après avoir reçu une requête, l'une des parties n'a pas désigné d'arbitre, ou si les arbitres n'ont pu choisir un président, l'une quelconque de ces parties pourra demander au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de procéder à la nomination de l'arbitre ou du président du tribunal arbitral.
3. La décision du tribunal arbitral constitué conformément aux dispositions du paragraphe 2 sera définitive et aura force obligatoire pour les parties au différend.

4. Le tribunal arbitral arrêtera son propre règlement intérieur.
5. Le tribunal arbitral prendra ses décisions à la majorité et sur la base des traités existant entre les parties au différend et des règles générales de droit international.
6. Toute controverse qui pourrait surgir entre les parties au différend au sujet de l'interprétation ou de l'exécution de la sentence arbitrale pourra être portée par l'une des parties devant le tribunal arbitral qui a rendu la sentence pour être jugée par lui.
7. Chaque partie au différend supporte les frais de son propre arbitre et de ses représentants au sein de la procédure arbitrale; les frais relatifs à la présidence et les autres frais sont supportés par parts égales par les parties au différend.

Article 21 - Réserves

1. Toute Partie contractante pourra, au moment où elle signera, ratifiera, acceptera ou approuvera la présente Convention ou y adhérera, déclarer qu'elle ne se considère pas liée par les paragraphes 2 à 7 de l'article 20 de la présente Convention. Les autres Parties contractantes ne seront pas liées par ces paragraphes envers toute Partie contractante qui aura formulé une telle réserve.
2. Toute Partie contractante qui aura formulé une réserve conformément au paragraphe 1 du présent article pourra à tout moment retirer cette réserve par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. A l'exception des réserves prévues au paragraphe 1 du présent article, aucune réserve à la présente Convention ne sera admise.

Article 22 - Procédure d'amendement de la présente Convention

1. La présente Convention y compris ses annexes pourra être modifiée sur proposition d'une Partie contractante suivant la procédure prévue dans le présent article.

2. Tout amendement proposé à la présente Convention sera examiné par un Comité de gestion composé de toutes les Parties contractantes conformément au Règlement intérieur faisant l'objet de l'annexe 7. Tout amendement de cette nature examiné ou élaboré au cours de la réunion du Comité de gestion et adopté par le Comité sera communiqué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies aux Parties contractantes pour acceptation.

3. Tout amendement proposé communiqué en application des dispositions du paragraphe précédent entrera en vigueur pour toutes les Parties contractantes trois mois après l'expiration d'une période de douze mois suivant la date à laquelle la communication a été faite si, pendant cette période, aucune objection à l'amendement proposé n'a été notifiée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par un Etat qui est Partie contractante ou par une organisation d'intégration économique régionale, elle-même Partie contractante, qui agit alors dans les conditions définies au paragraphe 2 de l'article 16 de la présente Convention.

4. Si une objection à l'amendement proposé a été notifiée conformément aux dispositions du paragraphe 3 du présent article, l'amendement sera réputé ne pas avoir été accepté et n'aura aucun effet.

Article 23 - Demandes, communications et objections

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera toutes les Parties contractantes et tous les Etats de toute demande, communication ou objection faite en vertu de l'article 22 et de la date d'entrée en vigueur d'un amendement.

Article 24 - Conférence de révision

Après que la présente Convention aura été en vigueur pendant cinq ans, toute Partie contractante pourra, par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, demander la convocation d'une conférence à l'effet de réviser la présente Convention, en indiquant les propositions à examiner à cette conférence. En pareil cas :

- i) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera cette demande à toutes les Parties contractantes et les invitera à présenter, dans un délai de trois mois, les observations que ces propositions appellent de leur part, ainsi que les autres propositions qu'elles voudraient voir examiner par la conférence.
- ii) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies communiquera de même à toutes les Parties contractantes le texte des autres propositions éventuelles et convoquera une conférence de révision si, dans un délai de six mois à dater de cette communication, le tiers au moins des Parties contractantes lui notifient leur assentiment à cette convocation.

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- iii) Toutefois, si le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies estime qu'une proposition de révision est assimilable à une proposition d'amendement au sens du paragraphe 1 de l'article 22, il pourra, avec l'accord de ^{la Partie contractante qui a fait} l'auteur de la proposition, mettre en oeuvre la procédure d'amendement prévue par l'article 22 au lieu de la procédure de révision.

Article 25 - Notifications

Outre les notifications et communications prévues aux articles 23 et 24, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats :

- a) Les signatures, ratifications, acceptations, approbations et adhésions au titre de l'article 16;
- b) Les dates d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 17;
- c) Les dénonciations au titre de l'article 18;
- d) L'extinction de la présente Convention au titre de l'article 19;
- e) Les réserves formulées au titre de l'article 21.

Article 26 - Exemplaires certifiés conformes

Après le *31 mars 1984*, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies transmettra deux exemplaires certifiés conformes de la présente convention à chacune des Parties contractantes et à tous les Etats qui ne sont pas Parties contractantes.

FAIT à *GENEVE*, le *21 octobre 1982*, en un seul original dont les textes anglais, espagnol, français et russe font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Annexe 1

HARMONISATION DES CONTROLES DOUANIERS ET DES AUTRES CONTROLES

Article premierPrincipes

1. Compte tenu de la présence de la douane à toutes les frontières et du caractère général de son intervention, les autres contrôles sont dans la mesure du possible organisés de façon harmonisée avec les contrôles douaniers.
2. En application de ce principe, il est possible le cas échéant d'effectuer tout ou partie de ces contrôles ailleurs qu'à la frontière, pourvu que les procédures utilisées contribuent à faciliter la circulation internationale des marchandises.

Article 2

1. La douane sera tenue exactement informée des prescriptions légales ou réglementaires pouvant entraîner l'intervention de contrôles autres que douaniers.
2. Lorsque d'autres contrôles sont jugés nécessaires, la douane veillera à ce que les services intéressés en soient avisés et elle coopérera avec eux.

Article 3Organisation des contrôles

1. Lorsque plusieurs contrôles doivent être effectués en un même lieu, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour les effectuer si possible en une seule fois avec le minimum de délai. Ils s'efforceront de coordonner leurs exigences en matière de documents et d'informations.
2. En particulier, les services compétents prendront toutes dispositions utiles pour que le personnel et les installations nécessaires soient disponibles au lieu où s'effectuent les contrôles.
3. La douane pourra, par délégation expresse des services compétents, effectuer pour leur compte tout ou partie des contrôles dont ces services ont la charge. En ce cas, ces services veilleront à fournir à la douane les moyens nécessaires.

Article 4Résultat des contrôles

1. Pour tous les aspects visés par la présente Convention, les services de contrôle et la douane échangeront toutes les informations utiles dans les plus brefs délais possibles en vue de garantir l'efficacité des contrôles.
2. Sur la base des résultats des contrôles effectués, le service compétent décidera du sort qu'il entend réserver aux marchandises, et il en informera si nécessaire les services compétents pour les autres contrôles. Sur la base de cette décision, la douane affectera aux marchandises le régime douanier approprié.

Annexe 2:

INSPECTION MEDICO-SANITAIRE

Article premierPrincipes

L'inspection médico-sanitaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente Convention et en particulier son annexe 1.

Article 2Informations

Chaque Partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

Les marchandises assujetties à une inspection médico-sanitaire,

Les lieux où les marchandises en cause peuvent être présentées à l'inspection,

Les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection médico-sanitaire ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 3Organisation des contrôles

1. Les services de contrôle veilleront à ce que les installations nécessaires soient disponibles aux points frontière ouverts à l'inspection médico-sanitaire.
2. L'inspection médico-sanitaire pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays s'il est démontré, en raison des justifications produites et des techniques de transport employées, que les marchandises ne peuvent s'altérer ni donner lieu à contamination pendant leur transport.
3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les contrôles matériels des marchandises périssables en cours de route.
4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection médico-sanitaire, les services de contrôle compétents des Parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué dans des conditions permettant la conservation des marchandises et avec le minimum de formalités douanières.

Article 4Marchandises en transit

Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes renonceront autant que possible à l'inspection médico-sanitaire des marchandises en cours de transit pour autant qu'aucun risque de contamination ne soit à craindre.

Article 5Coopération

1. Les services d'inspection médico-sanitaire coopéreront avec les services homologues des autres Parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises périssables soumises à l'inspection médico-sanitaire, notamment par l'échange d'informations utiles.
2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables est intercepté lors de l'inspection médico-sanitaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

Annexe 3.

INSPECTION VETERINAIRE

Article premierPrincipes

L'inspection vétérinaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente Convention et en particulier son annexe 1.

Article 2Définitions

L'inspection vétérinaire définie à l'alinéa d) de l'article premier de la présente Convention s'étend également à l'inspection des moyens et des conditions de transport des animaux et des produits animaux. Elle peut comprendre également les inspections portant sur la qualité, les normes et les réglementations diverses, comme celles visant la conservation des espèces menacées d'extinction qui, pour des raisons d'efficacité, sont souvent associées à l'inspection vétérinaire.

Article 3Informations

Chaque Partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

Les marchandises assujetties à une inspection ^{vétérinaire} ~~médico-sanitaires~~

Les lieux où les marchandises peuvent être présentées à l'inspection,

Les maladies dont la déclaration est obligatoire,

Les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection vétérinaire ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 4Organisation des contrôles

1. Les Parties contractantes s'efforceront :

D'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des installations appropriées pour l'inspection vétérinaire, correspondant aux exigences du trafic,

De faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail des services vétérinaires et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution des formalités en dehors des horaires normaux, lorsque l'arrivée des marchandises a été annoncée au préalable.

2. L'inspection des produits animaux pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays pour autant que, en raison des justifications produites et des moyens de transport utilisés, les produits ne puissent s'altérer ni donner lieu à contamination pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les contrôles matériels des marchandises périssables en cours de route.

4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection vétérinaire, les services de contrôle compétents des Parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la sécurité de quarantaine et la conservation des marchandises.

Article 5

Marchandises en transit

Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes renonceront autant que possible à l'inspection vétérinaire des produits animaux en cours de transit pour autant qu'aucun risque de contamination ne soit à craindre.

Article 6Coopération

1. Les services d'inspection vétérinaire coopéreront avec les services homologues des autres Parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises soumises à l'inspection vétérinaire, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables ou d'animaux sur pied est intercepté lors de l'inspection vétérinaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

Annexe 4

INSPECTION PHYTOSANITAIRE

Article premierPrincipes

L'inspection phytosanitaire s'exerce, quel que soit le lieu où elle est effectuée, selon les principes définis par la présente Convention et en particulier son annexe 1.

Article 2Définitions

L'inspection phytosanitaire définie à l'alinéa e) de l'article premier de la présente Convention s'étend également à l'inspection des moyens et des conditions de transport des végétaux et des produits végétaux. Elle peut comprendre également la mesure visant la conservation des espèces végétales menacées d'extinction.

Article 3Informations

Chaque Partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

Les marchandises assujetties à des conditions phytosanitaires spéciales,

Les lieux où certains végétaux et produits végétaux peuvent être présentés à l'inspection,

La liste des ennemis des végétaux et produits végétaux pour lesquels des interdictions ou des restrictions sont en vigueur,

Les prescriptions légales et réglementaires relatives à l'inspection phytosanitaire ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 4Organisation des contrôles

1. Les Parties contractantes s'efforceront :

D'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des installations appropriées pour l'inspection phytosanitaire, le stockage, la désinsectisation et la désinfection, correspondant aux exigences du trafic,

De faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail des services phytosanitaires et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

2. L'inspection phytosanitaire des végétaux et des produits végétaux pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays, pour autant que, en raison des justifications produites et des moyens de transport utilisés, les marchandises ne puissent donner lieu à infestation pendant leur transport.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les contrôles matériels des végétaux et produits végétaux périssables en cours de route.

4. Lorsque les marchandises doivent être stockées en l'attente des résultats de l'inspection phytosanitaire, les services de contrôle compétents des Parties contractantes feront le nécessaire pour que ce dépôt soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la sécurité de quarantaine et la conservation des marchandises.

Article 5

Marchandises en transit

Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes renonceront autant que possible à l'inspection phytosanitaire des marchandises en cours de transit, sauf si cette mesure est nécessaire pour la protection de leurs propres végétaux.

Article 6Coopération

1. Les services phytosanitaires coopéreront avec les services homologues des autres Parties contractantes afin d'accélérer le passage des végétaux et des produits végétaux soumis à l'inspection phytosanitaire, notamment par l'échange d'informations utiles.

2. Lorsqu'un envoi de végétaux ou de produits végétaux est intercepté lors de l'inspection phytosanitaire, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

Annexe 5'

CONTROLE DE LA CONFORMITE AUX NORMES TECHNIQUES

Article premierPrincipes

Le contrôle de la conformité aux normes techniques relatives aux marchandises visées par la présente Convention s'applique, quel que soit le lieu où il est exercé, selon les principes définis par la présente Convention et en particulier son annexe 1.

Article 2Informations

Chaque Partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

Les normes qu'elle applique,

Les lieux où les marchandises peuvent être présentés à l'inspection,

Les prescriptions légales et réglementaires relatives au contrôle de la conformité aux normes techniques, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 3Harmonisation des normes

En l'absence de normes internationales, les Parties contractantes appliquant des normes nationales s'efforceront de les harmoniser par voie d'accords internationaux.

Article 4Organisation des contrôles

1. Les Parties contractantes s'efforceront :

D'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des postes de contrôle de conformité aux normes techniques correspondant aux exigences du trafic,

De faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail du service chargé du contrôle de conformité aux normes techniques et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Le contrôle de conformité aux normes techniques pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays, pour autant que, en raison des justifications produites et des moyens de transport utilisés, les marchandises et tout particulièrement les produits périssables ne puissent s'altérer pendant leur transport.
3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les contrôles matériels, en cours de route, des marchandises périssables soumises au contrôle de conformité aux normes techniques.
4. Les Parties contractantes organiseront le contrôle de conformité aux normes techniques en harmonisant, chaque fois que cela est possible, les procédures respectives du service responsable de ces contrôles et, le cas échéant, des services compétents pour les autres contrôles et inspections.
5. Dans le cas de marchandises périssables retenues en l'attente des résultats du contrôle de conformité aux normes techniques, les services de contrôle compétents des Parties contractantes veilleront à ce que l'entreposage des marchandises ou le stationnement des engins de transport soit effectué avec le minimum de formalités douanières, dans des conditions permettant la conservation des marchandises.

Article 5Marchandises en transit

Le contrôle de conformité aux normes techniques ne s'applique normalement pas aux marchandises en transit direct.

Article 6Coopération

1. Les services responsables du contrôle de conformité aux normes techniques coopéreront avec les services homologues des autres Parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises périssables soumises au contrôle de conformité aux normes techniques, notamment par l'échange d'informations utiles.
2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables est intercepté lors du contrôle de conformité aux normes techniques, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

Annexe 6

CONTROLE DE LA QUALITE

Article premierPrincipes

Le contrôle de la qualité relatif aux marchandises visées par la présente Convention s'applique, quel que soit le lieu où il est exercé, selon les principes définis par la présente Convention et en particulier son annexe 1.

Article 2Informations

Chaque Partie contractante fera en sorte que des renseignements sur les points ci-après puissent être facilement obtenus par toute personne intéressée :

Les lieux où les marchandises peuvent être présentées à l'inspection,

Les prescriptions légales et réglementaires relatives au contrôle de la qualité, ainsi que leurs procédures d'application générale.

Article 3Organisation des contrôles

1. Les Parties contractantes s'efforceront :

D'établir, en tant que de besoin et où cela est possible, des postes de contrôle de la qualité, correspondant aux exigences du trafic,

De faciliter la circulation des marchandises, notamment par la coordination des horaires de travail du service chargé du contrôle de la qualité et des services douaniers, et l'acceptation de l'exécution, en dehors des horaires normaux, des formalités pour les marchandises périssables, lorsque l'arrivée de celles-ci a été annoncée au préalable.

2. Le contrôle de la qualité pourra aussi s'effectuer en des points situés à l'intérieur du pays pourvu que les procédures utilisées contribuent à faciliter la circulation internationale des marchandises.

3. Dans le cadre des conventions en vigueur, les Parties contractantes s'efforceront de réduire autant que possible les contrôles matériels, en cours de route, des marchandises périssables soumises au contrôle de la qualité.

4. Les Parties contractantes organiseront le contrôle de la qualité en harmonisant, chaque fois que cela est possible, les procédures respectives du service responsable de ces contrôles et, le cas échéant, des services compétents pour les autres contrôles et inspections.

Article 4Marchandises en transit

Les contrôles de qualité ne s'appliquent normalement pas aux marchandises en transit direct.

Article 5Coopération

1. Les services de contrôle de la qualité coopéreront avec les services homologues des autres Parties contractantes afin d'accélérer le passage des marchandises périssables soumises au contrôle de la qualité, notamment par l'échange d'informations utiles.
2. Lorsqu'un envoi de marchandises périssables est intercepté lors du contrôle de la qualité, le service responsable s'efforcera d'en informer le service homologue du pays d'exportation dans les délais les plus brefs, en indiquant les motifs de l'interception et les mesures prises en ce qui concerne les marchandises.

Annexe 7REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE DE GESTION VISE A L'ARTICLE 22
DE LA PRESENTE CONVENTIONArticle premierMembres

Les membres du Comité de gestion sont les Parties contractantes à la présente Convention.

Article 2Observateurs

1. Le Comité de gestion peut décider d'inviter les administrations compétentes des Etats qui ne sont pas des parties contractantes, ou des représentants d'organisations internationales qui ne sont pas parties contractantes, pour les questions qui les intéressent, à assister à ses sessions en qualité d'observateurs.

2. Toutefois, sans préjudice de l'article premier, les organisations internationales visées au paragraphe 1, compétentes en ce qui concerne les matières traitées par les annexes à la présente Convention, participent de droit aux travaux du Comité de gestion en tant qu'observateurs.

Article 3Secrétariat

Le secrétariat du Comité est fourni par le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe.

Article 4Convocations

Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe convoque le Comité :

- i) Deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention;
- ii) Par la suite, à une date fixée par le Comité, mais au moins tous les cinq ans;
- iii) A la demande des administrations compétentes d'au moins cinq Etats qui sont Parties contractantes.

Article 5Bureau

Le Comité élit un président et un vice-président à l'occasion de chacune de ses sessions.

Article 6Quorum

Un quorum d'au moins le tiers des Etats qui sont Parties contractantes est nécessaire pour rendre des décisions.

Article 7Décisions

- i) Les propositions sont mises aux voix.
- ii) Chaque Etat qui est Partie contractante, représenté à la session, dispose d'une voix.
- iii) En cas d'application du paragraphe 2 de l'article 16 de la Convention, les organisations d'intégration économique régionale Parties à la Convention ne disposent en cas de vote que d'un nombre de voix égal au total des voix attribuables à leurs Etats membres également Parties à la Convention. Dans ce dernier cas ces Etats membres n'exercent pas leur droit de vote.
- iv) Sous réserve des dispositions de l'alinéa v) ci-dessous, les propositions sont adoptées à la majorité simple des membres présents et votants selon les conditions définies aux alinéas ii) et iii) ci-dessus.

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- v) Les amendements à la présente Convention sont adoptés à la majorité des deux tiers des membres présents et votants selon les conditions définies aux alinéas ii) et iii) ci-dessus.

Article 8

Rapport

Le Comité adopte son rapport avant la clôture de sa session.

Article 9

Dispositions complémentaires

En l'absence de dispositions pertinentes dans la présente annexe, le Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Europe est applicable, sauf si le Comité en décide autrement.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SULL'ARMONIZZAZIONE
DEI CONTROLLI DELLE MERCI ALLE FRONTIERE

Preambolo

LE PARTI CONTRAENTI,

DESIDEROSE di migliorare la circolazione internazionale delle merci,

CONSIDERANDO la necessità di agevolare il passaggio delle merci alle frontiere,

CONSTATANDO che, alle frontiere, misure di controllo sono applicate da differenti servizi di controllo,

RICONOSCENDO che le condizioni in cui questi controlli vengono effettuati possono essere in gran parte armonizzate senza nuocere alla loro finalità, alla loro buona esecuzione ed alla loro efficacia,

CONVINTE che l'armonizzazione dei controlli alle frontiere costituisca uno dei mezzi fondamentali per il conseguimento di tali obiettivi,

HANNO CONVENUTO quanto segue :

CAPITOLO I - DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1 - Definizioni

Ai fini della presente Convenzione s'intende :

- a) Per "dogana", i servizi amministrativi responsabili dell'applicazione della legislazione doganale, della riscossione dei dazi e delle tasse all'importazione e all'esportazione e incaricati inoltre di applicare altre norme e regolamenti relativi, tra l'altro, all'importazione, al transito e ~~all'esportazione~~ di merci;
- b) Per "controllo doganale", l'insieme delle misure prese al fine di garantire il rispetto delle leggi e dei regolamenti che la dogana ha il compito di applicare;
- c) Per "ispezione medico-sanitaria", un'ispezione effettuata per la protezione della vita e della salute delle persone, ad esclusione dell'ispezione veterinaria;
- d) Per "ispezione veterinaria", l'ispezione sanitaria effettuata sugli animali e sui prodotti di origine animale per proteggere la vita e la salute delle persone e degli animali, nonché l'ispezione effettuata sugli oggetti o sulle merci che possano essere vettori di malattie degli animali;
- e) Per "ispezione fitosanitaria", l'ispezione destinata ad impedire la diffusione e l'introduzione al di là delle frontiere nazionali di nemici dei vegetali e dei prodotti vegetali;

f) Per "controllo di conformità alle norme tecniche", il controllo inteso a verificare che le merci siano conformi alle norme internazionali o nazionali minime previste dalla legislazione e dalla regolamentazione ad esse relative;

g) Per "controllo di qualità", qualsiasi controllo diverso da quelli citati sopra inteso a verificare che le merci corrispondano ai requisiti minimi di qualità, internazionali o nazionali, previsti dalla legislazione e dalla regolamentazione ad essi relative;

h) Per "servizio di controllo", qualsiasi servizio incaricato di applicare interamente o parzialmente i controlli sopra definiti o qualsiasi altro controllo normalmente effettuato all'atto dell'importazione, dell'esportazione o del transito delle merci.

Articolo 2 - Obiettivo

Al fine di agevolare la circolazione internazionale delle merci, la presente Convenzione mira a ridurre le esigenze in materia di espletamento delle formalità nonché il numero e la durata dei controlli, in particolare mediante il coordinamento nazionale e internazionale delle procedure di controllo e delle loro modalità d'applicazione.

Articolo 3 - Campo d'applicazione

1. La presente Convenzione si applica a tutti i movimenti di merci importate, esportate o in transito, che attraversano una o più frontiere marittime, aeree o terrestri.

2. La presente Convenzione si applica a tutti i servizi di controllo delle Parti contraenti.

CAPITOLO II - ARMONIZZAZIONE DELLE PROCEDURE

Articolo 4 - Coordinamento dei controlli

Le Parti contraenti s'impegnano, entro i limiti del possibile, ad organizzare in modo armonizzato l'intervento dei servizi doganali e degli altri servizi di controllo.

Articolo 5 - Mezzi a disposizione dei servizi

Per garantire il buon funzionamento dei servizi di controllo, le Parti contraenti si adopereranno affinché, nella misura del possibile e nell'ambito della legislazione nazionale, siano messi a loro disposizione :

- a) Personale qualificato in numero sufficiente, tenuto conto delle esigenze del traffico;
- b) Materiali ed impianti idonei al controllo, tenuto conto dei modi di trasporto, delle merci da controllare e delle esigenze del traffico;
- c) Direttive ufficiali destinate agli agenti di tali servizi, affinché agiscano in conformità degli accordi internazionali e delle disposizioni nazionali vigenti.

Articolo 6 - Cooperazione internazionale

Le Parti contraenti s'impegnano a collaborare reciprocamente e, in caso di necessità, a sollecitare la cooperazione dei competenti organismi internazionali per conseguire gli obiettivi fissati dalla presente Convenzione e, inoltre, a perseguire, se necessario, la conclusione di nuovi accordi o intese multilaterali o bilaterali.

Articolo 7 - Cooperazione tra paesi vicini

Nel caso di attraversamento di una frontiera comune, le Parti contraenti interessate adotteranno - ogni volta che ciò sia possibile - le misure adeguate per agevolare il passaggio delle merci e in particolare :

a) Si adopereranno al fine di organizzare il controllo congiunto delle merci e dei documenti istituendo servizi comuni;

b) Si adopereranno al fine di assicurare la corrispondenza :

- degli orari di apertura dei posti di frontiera,
- dei servizi di controllo che vi esercitano la loro attività,
- delle categorie di merci, dei modi di trasporto e dei regimi internazionali di transito doganale che possono esservi accettati o utilizzati.

Articolo 8 - Scambio di informazioni

Le Parti contraenti si comunicheranno a vicenda, su richiesta, le informazioni necessarie per l'applicazione della presente Convenzione, in conformità alle condizioni risultanti dagli allegati.

Articolo 9 - Documenti

1. Le Parti contraenti si adopereranno per promuovere, tra di loro e con i competenti organismi internazionali, l'utilizzazione di documenti allineati alla formula-quadro delle Nazioni Unite.
2. Le Parti contraenti accetteranno i documenti compilati mediante qualsiasi procedimento tecnico appropriato, purché siano state osservate le norme ufficiali relative alla loro stesura, autenticità e certificazione, e purché siano leggibili e comprensibili.
3. Le Parti contraenti vigileranno affinché i documenti necessari siano compilati ed autenticati in stretta conformità con la legislazione ad essi relativa.

CAPITOLO III - DISPOSIZIONI RELATIVE AL TRANSITO

Articolo 10 - Merci in transito

1. Le Parti contraenti accorderanno, nei limiti del possibile, un trattamento semplice e rapido alle merci in transito, in particolare a quelle che circolano vincolate ad un regime internazionale di transito doganale, limitando le ispezioni ai casi in cui le circostanze o i rischi reali le giustifichino; terranno inoltre conto della situazione dei paesi senza litorale. Le Parti contraenti faranno il possibile per prevedere un'estensione degli orari di sdoganamento e della competenza dei posti di dogana esistenti, per lo sdoganamento delle merci che circolano vincolate ad un regime internazionale di transito doganale.
2. Esse cercheranno di agevolare al massimo il transito delle merci trasportate in contenitori o in altre unità di carico che presentino una sicurezza sufficiente.

CAPITOLO IV - DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 11 - Ordine pubblico

1. Nessuna disposizione della presente Convenzione è di ostacolo all'applicazione di divieti o di restrizioni all'importazione, esportazione o transito imposte per ragioni di ordine pubblico ed in particolare di pubblica sicurezza, di moralità pubblica, di salute pubblica o di tutela dell'ambiente, del patrimonio culturale o della proprietà industriale, commerciale e intellettuale.

2. Tuttavia, ogni qualvolta ciò sia possibile, e senza compromettere l'efficacia dei controlli, le Parti contraenti cercheranno di applicare ai controlli per i quali si faccia ricorso alle misure di cui al precedente paragrafo 1 le disposizioni della presente Convenzione, in particolare quelle previste agli articoli da 6 a 9.

Articolo 12 - Misure d'urgenza

1. Le misure d'urgenza che le Parti contraenti possono essere indotte a prendere a seguito di circostanze particolari devono essere proporzionate alle cause che le giustificano ed essere sospese o abrogate qualora ne vengano meno i motivi.

2. Ogni qualvolta sarà possibile e senza nuocere all'efficacia delle misure, le Parti contraenti pubblicheranno le disposizioni relative a tali misure.

Articolo 13 - Allegati

1. Gli allegati alla presente Convenzione fanno parte integrante della Convenzione stessa.

2. Alla presente Convenzione possono essere aggiunti nuovi allegati relativi ad altri settori di controllo, in conformità alla procedura stabilita agli articoli 22 o 24.

Articolo 14 - Rapporti con altri trattati

Ferme restando le disposizioni dell'articolo 6, la presente Convenzione non pregiudica i diritti e gli obblighi risultanti dai trattati che le Parti contraenti alla presente Convenzione abbiano concluso prima di divenire Parti contraenti di quest'ultima.

Articolo 15

La presente Convenzione non è di ostacolo all'applicazione di agevolazioni maggiori che due o più Parti contraenti volessero accordarsi reciprocamente, e neppure al diritto per le organizzazioni di integrazione economica regionale di cui all'articolo 16, che siano Parti contraenti, di applicare la propria legislazione ai controlli effettuati alle loro frontiere interne, purché non siano diminuite in alcun caso le agevolazioni derivanti dalla presente Convenzione.

Articolo 16 - Firma, ratifica, accettazione, approvazione e adesione

1. La presente Convenzione, depositata presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, è aperta alla partecipazione di tutti gli Stati e delle organizzazioni di integrazione economica regionale costituite da Stati sovrani e aventi competenza per negoziare, concludere ed applicare accordi internazionali nei settori contemplati dalla presente Convenzione.

2. Le organizzazioni di integrazione economica regionale di cui al paragrafo 1 potranno - per le questioni che rientrano nella loro competenza - esercitare a proprio nome i diritti e assumere le responsabilità che la presente Convenzione conferisce comunque ai loro Stati membri che sono Parti contraenti alla presente Convenzione. In tal caso, gli Stati membri delle citate organizzazioni non saranno autorizzati ad esercitare singolarmente questi diritti, ivi compreso il diritto di voto.

3. Gli Stati

cui sopra possono divenire Parti contraenti alla presente Convenzione :

a) Depositando uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione dopo averlo firmato; ovvero

b) Depositando uno strumento di adesione.

4. La presente Convenzione sarà aperta dall' 1 aprile 1983 sino al 31 marzo 1984 incluso, presso l'ufficio delle Nazioni Unite a Ginevra, alla firma di tutti gli Stati e delle organizzazioni di integrazione economica regionale di cui al paragrafo 1.

5. A partire dall'1 aprile 1983, la Convenzione sarà aperta anche alla loro adesione.

6. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Articolo 17 - Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data in cui cinque Stati avranno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.
2. Dopo che cinque Stati avranno depositato il loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, la presente Convenzione entrerà in vigore, per tutte le nuove Parti contraenti, tre mesi dopo la data di deposito del loro strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.
3. Qualsiasi strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione depositato dopo l'entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione sarà considerato applicabile al testo modificato della presente Convenzione.
4. Qualsiasi strumento di questo tipo depositato dopo l'accettazione di un emendamento, in conformità alla procedura di cui all'articolo 22, ma prima della sua entrata in vigore, sarà considerato applicabile al testo modificato della presente Convenzione alla data di entrata in vigore dell'emendamento.

Articolo 18 - Denuncia

1. Qualsiasi Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione mediante notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.
2. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data alla quale il Segretario generale ne avrà ricevuto notifica.

Articolo 19 - Estinzione

Qualora, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero degli Stati che sono Parti contraenti si riduca a meno di cinque per un periodo qualunque di 12 mesi consecutivi, la presente Convenzione cesserà di essere efficace a partire dalla fine del suddetto periodo di 12 mesi.

Articolo 20 - Composizioni delle vertenze

1. Qualsiasi vertenza fra due o più Parti contraenti inerente all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione sarà imposta, nella misura del possibile, mediante negoziazione tra le Parti in lite ovvero in altro modo.

2. Qualsiasi vertenza tra due o più Parti contraenti in merito all'interpretazione o all'applicazione della presente Convenzione, che non possa essere composta nel modo previsto al paragrafo 1 del presente articolo sarà deferita, su richiesta di una di esse, ad un tribunale arbitrale così costituito: ciascuna delle parti in lite designerà un arbitro e questi arbitri a loro volta designeranno un altro arbitro che sarà il presidente. Se, tre mesi dopo aver ricevuto una richiesta, una delle parti non ha designato l'arbitro, o se gli arbitri non hanno potuto scegliere il presidente, una qualunque delle parti potrà chiedere al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite di procedere alla nomina dell'arbitro o del presidente del tribunale arbitrale.

3. La decisione del tribunale arbitrale costituito in conformità delle disposizioni del paragrafo 2 sarà definitiva ed avrà forza vincolante per le Parti in lite.

4. Il tribunale arbitrale stabilirà il proprio regolamento interno.
5. Il tribunale arbitrale adotterà le proprie decisioni a maggioranza e sulla base dei trattati esistenti tra le Parti in lite e delle norme generali di diritto internazionale.
6. Ogni controversia che possa sorgere tra le Parti in lite in merito all'interpretazione o all'esecuzione della sentenza arbitrale potrà essere deferita da una delle parti al tribunale arbitrale che ha emesso la sentenza affinché sia giudicata dallo stesso.
7. Ogni parte in lite sostiene le spese del proprio arbitro e dei propri rappresentanti in seno alla procedura arbitrale. Le spese relative alla presidenza e le altre spese sono sostenute in misura uguale dalle parti in lite.

Articolo 21 - Riserve

1. Qualsiasi Parte contraente potrà, nel momento in cui firmerà, ratificherà accetterà o approverà la presente Convenzione o vi aderirà, dichiarare di non considerarsi vincolata dai paragrafi da 2 a 7 dell'articolo 20 della presente Convenzione. Le altre Parti contraenti non saranno vincolate da questi paragrafi nei confronti di qualsiasi Parte contraente che abbia espresso una riserva in tal senso.
2. Qualsiasi Parte contraente che abbia formulato delle riserve in conformità del paragrafo 1 del presente articolo potrà, in qualsiasi momento, ritirare tale riserva mediante notifica trasmessa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

3. Fatta eccezione per le riserve previste al paragrafo 1 del presente articolo, non sarà ammessa alcuna riserva alla presente Convenzione.

Articolo 22 - Procedura di emendamento della presente Convenzione

1. La presente Convenzione, compresi i suoi allegati, potrà essere modificata su proposta di una Parte contraente in base alla procedura prevista nel presente articolo.

2. Qualsiasi emendamento proposto alla presente Convenzione verrà esaminato da un Comitato di gestione composto da tutte le Parti contraenti in conformità del regolamento interno di cui all'allegato 7. Qualsiasi emendamento di questo tipo, esaminato o elaborato durante la riunione del Comitato di gestione e adottato dal Comitato, sarà comunicato dal Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite alle Parti contraente per accettazione.

3. Qualsiasi emendamento proposto comunicato in applicazione delle disposizioni del paragrafo precedente entrerà in vigore, per tutte le Parti contraenti, tre mesi dopo lo scadere di un periodo di 12 mesi successivi alla data in cui è stata trasmessa la comunicazione se, durante tale periodo, nessuna obiezione all'emendamento proposto è stata notificata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite da uno Stato che sia Parte contraente, e che agisca pertanto alle condizioni definite al paragrafo 2 dell'articolo 16 della presente Convenzione.

4. Qualora un'obiezione all'emendamento proposto sia stata notificata in conformità delle disposizioni del paragrafo 3 del presente articolo, si riterrà che l'emendamento non è stato accolto ed è pertanto privo di effetti.

Articolo 23 - Richieste, comunicazioni e obiezioni

Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite informerà tutte le Parti contraenti e tutti gli Stati membri di qualsiasi richiesta, comunicazione o obiezione fatta in virtù dell'articolo 22 e della data d'entrata in vigore di un emendamento.

Articolo 24 - Conferenza a scopo di revisione

Dopo che la presente Convenzione sia stata in vigore per 5 anni, tutte le Parti contraenti potranno, mediante notifica trasmessa al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, chiedere la convocazione di una conferenza al fine di rivedere la presente convenzione, indicando le proposte da esaminare in tale conferenza. In tal caso :

- i) Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà la richiesta a tutte le Parti contraenti e le inviterà a presentare, entro tre mesi, le osservazioni che tali proposte sollevano da parte loro, nonché le altre proposte che esse vorrebbero fossero esaminate dalla Conferenza.
- ii) Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite comunicherà ugualmente a tutte le Parti contraenti il testo delle altre proposte eventuali e convocherà la Conferenza di revisione qualora, entro un termine di 6 mesi a decorrere da tale comunicazione, almeno un terzo delle Parti contraenti gli notifichi il proprio accordo su tale convocazione.

iii). Tuttavia, se il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite ritenga che una proposta di revisione sia assimilabile ad una proposta di emendamento ai sensi del paragrafo 1 dell'articolo 22, potrà con l'accordo della Parte contraente che ha fatto la proposta avviare la procedura di emendamento prevista dall'articolo 22, al posto della procedura di revisione.

Articolo 25 - Notifiche

Oltre alle notifiche e comunicazioni previste dagli articoli 23 e 24, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà a tutti gli Stati :

- a) Le firme, ratifiche, accettazioni, approvazioni e adesioni in virtù dell'articolo 16;
- b) Le date di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità dell'articolo 17;
- c) Le denunce in virtù dell'articolo 18;
- d) L'estinzione della presente Convenzione in virtù dell'articolo 19;
- e) Le riserve formulate in virtù dell'articolo 21.

Articolo 26 - Esempari certificati conformi

Dopo il 31.3.1984, il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite trasmetterà due esemplari certificati conformi della presente Convenzione a ciascuna delle Parti Contraenti e a tutti gli Stati che non sono Parti contraenti.

FATTO à GINEVRA il 21 OTTOBRE 1982, in un solo originale, i testi inglese, spagnolo, francese e russo facenti ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

Allegato 1

ARMONIZZAZIONE DEI CONTROLLI DOGANALI E DEGLI ALTRI CONTROLLI

Articolo 1Principi

1. Tenuto conto della presenza della dogana a tutte le frontiere e del carattere generale del suo intervento, gli altri controlli vengono organizzati, nella misura del possibile, in maniera armonizzata con i controlli doganali.
2. In applicazione di questo principio, è eventualmente possibile all'occorrenza effettuare interamente o parzialmente tali controlli, in luoghi diversi dalla frontiera, purché le procedure utilizzate contribuiscano ad agevolare il traffico internazionale delle merci.

Articolo 2

1. La dogana sarà informata con esattezza delle disposizioni legali o regolamentari che possano comportare l'intervento di controlli diversi da quelli doganali.
2. Qualora siano ritenuti necessari altri controlli, la dogana si adopererà affinché i servizi interessati ne siano avvertiti e collaborerà con essi.

Articolo 3Organizzazione dei controlli

1. Qualora debbano essere effettuati più controlli in uno stesso luogo, i servizi competenti prenderanno tutte le disposizioni utili per effettuarli, se possibile, in una sola volta e nel più breve termine. Tali servizi faranno il possibile per coordinare le loro richieste in materia di documenti e d'informazioni.
2. In particolare, i servizi competenti prenderanno tutte le misure utili affinché il personale e gli impianti necessari siano disponibili nel luogo in cui si effettuano i controlli.
3. La dogana potrà, su delega espressa dei servizi competenti, effettuare per loro conto tutti o parte dei controlli di cui sono incaricati tali servizi. In questo caso, detti servizi faranno il possibile al fine di fornire alla dogana i mezzi necessari.

Articolo 4Risultato dei controlli

1. Per tutti gli aspetti contemplati della presente Convenzione, i servizi di controllo e la dogana si scambieranno tutte le informazioni utili nei tempi più brevi possibili al fine di garantire l'efficacia dei controlli.

2. Sulla base dei risultati dei controlli effettuati, il servizio competente deciderà sulla destinazione che intende assegnare alle merci e ne informerà, se necessario, i servizi competenti per gli altri controlli. In base a questa decisione, la dogana assegnerà le merci al regime doganale appropriato.

Allegato 2

ISPEZIONE MEDICO-SANITARIA

Articolo 1Principi

L'ispezione medico-sanitaria si effettua, a prescindere dal luogo in cui viene effettuata, in base ai principi definiti dalla presente Convenzione e in particolare dall'allegato 1.

Articolo 2Informazioni

Ogni Parte contraente farà in modo che informazioni sui punti indicati in appresso possano essere facilmente ottenute da qualunque persona interessata

Le merci soggette ad un'ispezione medico-sanitaria,

I luoghi in cui le merci in questione possono essere presentate per l'ispezione,

Le prescrizioni legali e regolamentari relative all'ispezione medico-sanitaria unitamente alle rispettive procedure di applicazione generale.

Articolo 3Organizzazione dei controlli

1. I servizi di controllo si adopereranno affinché le attrezzature necessarie siano disponibili nei posti di frontiera in cui si effettua l'ispezione medico-sanitaria.
2. L'ispezione medico-sanitaria potrà anche essere effettuata in punti situati all'interno del paese se è comprovato, sulla base delle giustificazioni adottate e delle tecniche di trasporto utilizzate, che le merci non possono alterarsi, né dar luogo a contagio nel corso del trasporto.
3. Nell'ambito delle Convenzioni vigenti, le Parti contraenti si adopereranno al fine di ridurre, nella misura del possibile, i controlli materiali di merci deperibili effettuati durante il percorso.
4. Qualora le merci debbano essere messe in deposito in attesa dei risultati dell'ispezione medico-sanitaria, i competenti servizi di controllo delle Parti contraenti faranno in modo che il deposito avvenga in condizioni tali da consentire la conservazione delle merci e con il minimo di formalità doganali.

Articolo 4Merci in transito

1. Nell'ambito delle convenzioni vigenti, le Parti contraenti rinunceranno, per quanto possibile, all'ispezione medico-sanitaria delle merci in transito, purché non vi sia da temere alcun rischio di contagio.

Articolo 5Cooperazione

1. I servizi addetti all'ispezione medico-sanitaria collaboreranno con i corrispondenti servizi delle altre Parti contraenti al fine di accelerare il passaggio delle merci deperibili soggette all'ispezione medico-sanitaria, in particolare mediante lo scambio di informazioni utili.

2. Qualora una spedizione di merci deperibili sia trattenuta nel corso dell'ispezione medico-sanitaria, il servizio responsabile si adopererà per informarne al più presto il corrispondente servizio del paese di esportazione indicando i motivi del fermo e le misure adottate per quel che riguarda le merci.

Allegato 3

ISPEZIONE VETERINARIA.

Articolo 1Principi

L'ispezione veterinaria si effettua, a prescindere dal luogo in cui è eseguita, secondo i principi definiti dalla presente Convenzione, in particolare dall'allegato 1.

Articolo 2Definizioni

L'ispezione veterinaria definita alla lettera d) dell'articolo 1 della presente Convenzione si estende anche ai mezzi ed alle condizioni di trasporto degli animali e dei prodotti animali: essa può comprendere anche le ispezioni inerenti alla qualità, alle varie norme e regolamentazioni, come quelle riguardanti la conservazione delle specie minacciate di estinzione che, per motivi di efficacia, sono spesso associate all'ispezione veterinaria.

Articolo 3Informazioni

Ogni Parte contraente farà in modo che qualunque persona interessata possa facilmente ottenere informazioni sui punti appresso indicati :

Le merci soggette ad un'ispezione veterinaria,

I luoghi in cui le merci possono essere presentate per l'ispezione,

Le malattie che è obbligatorio dichiarare,

Le prescrizioni legali e regolamentari relative all'ispezione veterinaria unitamente alle rispettive procedure di applicazione generale.

Articolo 4Organizzazione dei controlli

1. Le Parti contraenti si adopereranno al fine di :

Predisporre, per quanto necessario e dove ciò sia possibile, apposite attrezzature per l'ispezione veterinaria, in corrispondenza delle esigenze del traffico,

Agevolare la circolazione delle merci, in particolare mediante il coordinamento degli orari di lavoro dei servizi veterinari e dei servizi doganali e accettando di espletare le formalità al di fuori degli orari normali, qualora sia stato preventivamente annunciato il loro arrivo.

2. L'ispezione veterinaria dei prodotti animali potrà essere effettuata anche in punti situati all'interno del paese purché, sulla base delle giustificazioni adottate e dei mezzi di trasporto utilizzati, risulti che i prodotti non possano alterarsi, né dar luogo a contagio nel corso del trasporto.
3. Nell'ambito delle convenzioni vigenti, le Parti contraenti si adopereranno al fine di ridurre, per quanto possibile, i controlli materiali delle merci deperibili effettuati durante il percorso.
4. Qualora le merci debbano essere poste in deposito in attesa dei risultati dell'ispezione veterinaria, i competenti servizi di controllo delle Parti contraenti faranno in modo che tale deposito avvenga con il minimo di formalità doganali e in condizioni che assicurino la quarantena e la conservazione delle merci.

Articolo 5

Merci in transito

Nell'ambito delle convenzioni in vigore, le Parti contraenti rinunceranno nella misura del possibile, all'ispezione veterinaria dei prodotti animali in transito, purché non sia da temere alcun rischio di contagio.

Articolo 6Cooperazione

1. I servizi addetti all'ispezione veterinaria collaboreranno con i corrispondenti servizi delle altre Parti contraenti al fine di accelerare il passaggio delle merci soggette all'ispezione veterinaria, in particolare mediante lo scambio di informazioni utili.

2. Qualora una spedizione di merci deperibili o di animali vivi sia trattenuta nel corso dell'ispezione veterinaria, il servizio responsabile si adopererà per informarne al più presto il corrispondente servizio del paese di esportazione, indicando i motivi del fermo e le misure adottate per quel che riguarda le merci.

Allegato 4

ISPEZIONE FITOSANITARIA

Articolo 1Principi

L'ispezione fitosanitaria si effettua, a prescindere dal luogo in cui è eseguita, secondo i principi definiti dalla presente Convenzione, in particolare nell'allegato 1.

Articolo 2Definizioni

L'ispezione fitosanitaria definita alla lettera e) dell'articolo 1 della presente Convenzione si estende anche all'ispezione dei mezzi ed alle condizioni di trasporto dei vegetali e dei prodotti vegetali. Può comprendere anche le misure volte a garantire la conservazione delle specie vegetali minacciate di estinzione.

Articolo 3Informazioni

Ogni Parte contraente farà in modo che qualunque persona interessata possa facilmente ottenere informazioni sui punti indicati in appresso :

Le merci soggette a condizioni fitosanitarie speciali,

I luoghi in cui taluni vegetali e prodotti vegetali possono essere presentati per l'ispezione,

L'elenco dei nemici vegetali e dei prodotti vegetali per i quali sono in vigore divieti o restrizioni,

Le prescrizioni legali o regolamentari relative all'ispezione fitosanitaria unitamente alle rispettive procedure d'applicazione generale.

Articolo 4Organizzazione dei controlli

1. Le Parti contraenti si adopereranno al fine di :

Predisporre, per quanto necessario ed ove ciò sia possibile, apposite attrezzature per l'ispezione fitosanitaria, il deposito, la disinfestazione e la disinfezione, in corrispondenza delle esigenze del traffico,

Agevolare la circolazione delle merci, in particolare mediante il coordinamento degli orari di lavoro dei servizi fitosanitari e dei servizi doganali ed accettando di espletare, al di fuori degli orari normali, le formalità per le merci deperibili, qualora sia stato preventivamente annunciato il loro arrivo.

2. L'ispezione fitosanitaria dei vegetali e dei prodotti vegetali potrà essere effettuata anche in punti situati all'interno del paese purché, sulla base delle motivazioni addotte e dei mezzi di trasporto utilizzati, risulti che le merci non possano dar luogo ad infestazione nel corso del trasporto.
3. Nell'ambito delle convenzioni in vigore, le Parti contraenti si adopereranno al fine di ridurre, per quanto possibile, i controlli materiali dei vegetali e dei prodotti vegetali deperibili effettuati durante il percorso.
4. Qualora le merci debbano essere poste in deposito in attesa dei risultati dell'ispezione fitosanitaria, i competenti servizi di controllo delle Parti contraenti faranno il necessario affinché tale deposito sia effettuato con il minimo di formalità doganali, in condizioni che assicurino la quarantena e la conservazione delle merci.

Articolo 5

Merci in transito

Nell'ambito delle convenzioni in vigore, le Parti contraenti rinunceranno, per quanto è possibile, all'ispezione fitosanitaria delle merci in transito, a meno che questa misura sia necessaria per la protezione dei propri vegetali.

Articolo 6Cooperazione

1. I servizi fitosanitari collaboreranno con i corrispondenti servizi delle altre Parti contraenti per accelerare il passaggio dei vegetali e dei prodotti vegetali soggetti all'ispezione fitosanitaria, in particolare mediante lo scambio di informazioni utili.

2. Qualora una spedizione di vegetali o di prodotti vegetali sia trattenuta durante l'ispezione fitosanitaria, il servizio responsabile si adopererà per informarne al più presto il corrispondente servizio del paese di esportazione, indicando le ragioni del fermo e le misure adottate per quel che riguarda le merci.

Allegato 5

CONTROLLO DELLA CONFORMITA' ALLE NORME TECNICHE

Articolo 1Principi

Il controllo della conformità alle norme tecniche relative alle merci contemplate dalla presente Convenzione si effettua, a prescindere dal luogo in cui è eseguito, in base ai principi definiti dalla presente Convenzione, in particolare all'allegato 1.

Articolo 2Informazioni

Ogni Parte contraente farà in modo che qualunque persona interessata possa facilmente ottenere informazioni sui punti indicati in appresso :

Le norme che essa applica,

I luoghi in cui le merci possono essere presentate per l'ispezione,

Le prescrizioni legali e regolamentari relative al controllo della conformità alle norme tecniche, unitamente alle rispettive procedure d'applicazione generale.

Articolo 3Armonizzazione delle norme

In mancanza di norme internazionali, le Parti contraenti che applicano norme nazionali si adopereranno al fine di armonizzarle mediante accordi internazionali.

Articolo 4Organizzazione dei controlli

1. Le Parti contraenti si adopereranno al fine di :

Predisporre, per quanto necessario e dove ciò sia possibile, posti di controllo della conformità alle norme tecniche, in corrispondenza delle esigenze del traffico,

Agevolare la circolazione delle merci, in particolare mediante il coordinamento degli orari di lavoro del servizio incaricato del controllo di conformità alle norme tecniche e dei servizi doganali, ed accettando di espletare, al di fuori degli orari normali, formalità per le merci deperibili, qualora l'arrivo di queste ultime sia stato preventivamente annunciato.

2. Il controllo della conformità alle norme tecniche potrà essere anche effettuato in punti situati all'interno del paese purché, sulla base delle motivazioni addotte e dei mezzi di trasporto utilizzati, risulti che le merci - e particolarmente i prodotti deperibili - non possono alterarsi durante il trasporto.
3. Nell'ambito delle convenzioni in vigore, le Parti contraenti si adopereranno per ridurre, nella misura del possibile, i controlli materiali effettuati durante il percorso sulle merci deperibili soggette al controllo della conformità alle norme tecniche.
4. Le Parti contraenti organizzeranno il controllo della conformità alle norme tecniche armonizzando, ogniqualvolta ciò sia possibile, le procedure del servizio responsabile di tali controlli e, all'occorrenza, dei servizi competenti per gli altri controlli ed ispezioni.
5. Nel caso di merci deperibili trattenute in attesa dei risultati del controllo della conformità alle norme tecniche, i competenti servizi di controllo delle Parti contraenti si adopereranno affinché il deposito delle merci o la sosta dei mezzi di trasporto avvengano con il minimo di formalità doganali, in condizioni che consentano la conservazione delle merci.

Articolo 5

Merci di transito

Di norma, il controllo della conformità alle norme tecniche non si applica alle merci in transito diretto.

Articolo 6Cooperazione

1. I servizi responsabili del controllo della conformità alle norme tecniche collaboreranno con i corrispondenti servizi delle altre Parti contraenti per accelerare il passaggio delle merci deperibili soggette al controllo della conformità alle norme tecniche, in particolare mediante lo scambio di informazioni utili.

2. Qualora una spedizione di merci deperibili sia trattenuta nel corso del controllo della conformità alle norme tecniche, il servizio responsabile si adopererà per informarne al più presto il corrispondente servizio del paese d'esportazione, indicando i motivi del fermo e le misure adottate per quel che riguarda le merci.

Allegato 6

CONTROLLO DELLA QUALITA'

Articolo 1Principi

Il controllo della qualità relativo alle merci contemplate dalla presente Convenzione si effettua, a prescindere dal luogo in cui è eseguito, secondo i principi definiti dalla presente Convenzione, in particolare dall'allegato 1.

Articolo 2

Ogni Parte contraente farà in modo che qualunque persona interessata possa facilmente ottenere informazioni sui punti indicati in appresso :

I luoghi in cui le merci possono essere presentate per l'ispezione,

Le prescrizioni legali e regolamentari relative al controllo della qualità, unitamente alle rispettive procedure d'applicazione generale.

Articolo 3Organizzazione dei controlli

1. Le Parti contraenti si adopereranno al fine di :

Predisporre, per quanto necessario e dove ciò sia possibile, posti di controllo della qualità, in corrispondenza delle esigenze del traffico, Agevolare la circolazione delle merci, in particolare mediante il coordinamento degli orari di lavoro del servizio incaricato del controllo della qualità e dei servizi doganali ed accettando di espletare, al di fuori degli orari normali, formalità per le merci deperibili qualora il loro arrivo sia stato preventivamente annunciato.

2. Il controllo della qualità potrà essere anche effettuato in punti situati all'interno del paese purché le procedure utilizzate contribuiscano ad agevolare la circolazione internazionale delle merci.

3. Nell'ambito delle convenzioni in vigore, le Parti contraenti si adopereranno al fine di ridurre, per quanto possibile, i controlli materiali effettuati durante il percorso sulle merci deperibili soggette al controllo della qualità.

4. Le Parti contraenti organizzeranno il controllo della qualità armonizzando, ogniqualvolta : ciò sia possibile, le procedure del servizio responsabile di tale controllo ed eventualmente dei servizi competenti per gli altri controlli e ispezioni.

Articolo 4Merci in transito

Di norma i controlli di qualità non si applicano alle merci in transito diretto.

Articolo 5Cooperazione

1. I servizi responsabili del controllo della qualità collaboreranno con i corrispondenti servizi delle altre Parti contraenti per accelerare il passaggio delle merci deperibili soggette al controllo della qualità, in particolare mediante lo scambio di informazioni utili.

2. Qualora una spedizione di merci deperibili sia trattenuta nel corso del controllo della qualità, il servizio responsabile si adopererà per informarne al più presto il corrispondente servizio del paese d'esportazione, indicando i motivi del fermo e le misure adottate per quel che riguarda le merci.

Allegato 7REGOLAMENTO INTERNO DEL COMITATO DI GESTIONE DI CUI
ALL'ARTICOLO 22 DELLA PRESENTE CONVENZIONEArticolo 1Membri

I membri del Comitato di gestione sono le Parti contraenti della presente Convenzione.

Articolo 2Osservatori

1. Il Comitato di gestione può decidere di invitare ad assistere alle proprie sessioni in qualità di osservatori, per le questioni che li interessino, le amministrazioni competenti degli Stati che non sono Parti contraenti ovvero rappresentanti di organizzazioni internazionali che non sono Parti contraenti.
2. Tuttavia, fatto salvo il disposto dell'articolo 1, le organizzazioni internazionali di cui al paragrafo 1, competenti per quel che riguarda le materie trattate dagli allegati alla presente Convenzione, partecipano di diritto ai lavori del Comitato di gestione in qualità di osservatori.

Articolo 3Segretariato

Le funzioni di segretariato del Comitato sono espletate dal Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa.

Articolo 4Convocazioni

Il Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa convoca il Comitato :

- i) Due anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione;
- ii) Successivamente, ad una data fissata dal Comitato, ma almeno ogni cinque anni;
- iii) Su richiesta delle amministrazioni competenti di almeno cinque Stati che sono Parti contraenti.

Articolo 5Ufficio di presidenza

Il Comitato elegge un presidente ed un vicepresidente in occasione di ciascuna sessione.

Articolo 6Quorum.

Per prendere una decisione è necessario un quorum pari ad almeno un terzo degli Stati che sono Parti contraenti.

Articolo 7Decisioni

- i) Le proposte sono messe ai voti.
- ii) Ogni Stato che è Parte contraente, rappresentato alla sessione, dispone di un voto.
- iii) In caso di applicazione del paragrafo 2 dell'articolo 16 della Convenzione, le organizzazioni di integrazione economica regionale che sono Parti contraenti della Convenzione dispongono, in caso di votazione, di un numero di voti pari al totale dei voti attribuiti ai loro Stati membri che siano anche Parti contraenti della Convenzione. In quest'ultimo caso, tali Stati membri non esercitano il loro diritto di voto.
- iv) Fatte salve le disposizioni del paragrafo v) seguente, le proposte sono adottate a maggioranza semplice dei membri presenti e votanti secondo le condizioni definite ai paragrafi ii) e iii) precedenti.

v) Gli emendamenti alla presente Convenzione sono adottati a maggioranza di due terzi dei membri presenti e votanti in base alle condizioni definite ai paragrafi ii) e iii) precedenti.

Articolo 8

Resoconto

Il Comitato adotta il proprio resoconto prima della chiusura della sessione.

Articolo 9

Disposizioni complementari

In mancanza di disposizioni pertinenti nel presente allegato, è applicabile il regolamento interno della Commissione economica per l'Europa, salvo il caso in cui il Comitato decida diversamente.
